375D0437

DECISIÓN DEL CONSEJO

de 3 de marzo de 1975

relativa a la celebración del Convenio para la prevención de la contaminación marina de origen terrestre

(75/437/CEE)

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 235,

Vista la propuesta de la Comisión,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo(1),

Considerando que la Declaración del Consejo de las Comunidades Europeas y de los representantes de los gobiernos de los Estados miembros reunidos en el seno del Consejo, de fecha 22 de noviembre de 1983, relativa a un programa de acción de las Comunidades Europeas en materia de medio ambiente (2), pone de relieve la importancia que reviste para la Comunidad la lucha contra la contaminación de los mares en general y prevé, entre otras, una acción de la Comunidad para combatir la contaminación marina de origen terrestre;

Considerando que el Convenio para la prevención de la contaminación marina de origen terrestre, de 21 de febrero de 1974, prevé igualmente la elaboración y la aplicación de «programas» encaminados a eliminar o reducir este tipo de contaminación en el Atlántico nororiental;

Considerando que la celebración por lo Comunidad del presente Convenio resulta necesaria para la realización, en el funcionamiento del mercado común, de uno de los objetivos de la Comunidad en los ámbitos de la protección del medio y de la calidad de vida y que el Tratado no ha previsto los poderes de acción requeridos a tal fin;

Considerando que conviene designar al representante de la Comunidad en el seno de la Comisión creada por el Convenio,

DECIDE:

Artículo 1

El Convenio para la prevención de la contaminación marina de origen terrestre se celebra en nombre de la Comunidad Económica Europea.

El texto del Convenio figura anejo a la presente Decisión.

Artículo 2

El Presidente del Consejo estará autorizado a designar las personas habilitadas para firmar el Convenio, así como a atribuirles los poderes necesarios a fin de obligar a la Comunidad.

Artículo 3

La Comunidad estará representada por la Comisión en el seno de la comisión creada en virtud del artículo 15 del Convenio.

La Comisión expondrá en dicha comisión la postura de la Comunidad, de conformidad con las directivas que le transmita el Consejo.

Hecho en Bruselas, el 3 de marzo de 1975.

Por el Consejo

El Presidente

J. KEATING

(1) DO nº C 127, de fecha 18. 10. 1974, p. 32.
(2) DO nº C 112, de fecha 20. 12. 1973, p. 1.

ANNEXE

CONVENTION

pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique

LES PARTIES CONTRACTANTES,

RECONNAISSANT que l'environnement marin et la faune et la flore qu'il conditionne ont une importance vitale pour toutes les nations,

CONSCIENTES du fait que l'équilibre écologique et les utilisations légitimes de la mer sont de plus en plus menacées par la pollution,

PRENANT en considération les recommandations de la conférence des Nations unies sur l'environnement humain, qui s'est réunie à Stockholm en juin 1972,

RECONNAISSANT que des actions concertées aux niveaux national, régional et mondial sont essentielles pour prévenir et combattre la pollution des mers,

CONVAINCUES que des actions internationales visant à contrôler la pollution marine d'origine tellurique peuvent et doivent être menées sans tarder, comme partie d'un programme progressif et cohérent de protection de l'environnement marin contre la pollution, quelle que soit son origine, comprenant les efforts actuels pour lutter contre la pollution des cours d'eau internationaux,

CONSIDÉRANT que les intérêts communs des États concernés d'une même zone marine doivent les conduire à coopérer au niveau régional ou sub-régional,

RAPPELANT la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, conclue à Oslo le 15 février 1972,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après :

Article premier

1. Les parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures possibles pour éviter la pollution de la mer, ce qui signifie l'introduction par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie dans l'environnement marin (y compris les estuaires) entraînant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique marin, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes de la mer.

2. Les parties contractantes prendront individuellement et en commun des mesures pour combattre la pollution marine d'origine tellurique conformément aux dispositions de la présente convention et elles harmoniseront leurs politiques à cet effet.

Article 2

La présente convention s'applique à la zone maritime dont les limites sont les suivantes :

a) les régions des océans Atlantique et Arctique et de leurs mers secondaires qui s'étendent au nord du 36° de latitude nord et entre le 42° de longitude ouest et le 51° de longitude est, mais à l'exclusion :

   i) de la mer Baltique et des Belts au sud et à l'est des lignes allant d'Hasenore Head à Gniben Point, de Korshage à Spodsbjerg et de Gilbjerg Head à Kullen,
   et

   ii) de la mer Méditerranée et des mers secondaires jusqu'au point d'intersection du 36° parallèle de latitude nord et du 5° 36′ méridien de longitude ouest;

b) la région de l'océan Atlantique au nord du 59° de latitude nord et entre 44° de longitude ouest et 42° de longitude ouest.

Article 3

Aux fins de la présente convention :

a) on entend par « zone maritime » la haute mer, les mers territoriales des parties contractantes et les eaux en deçà de la ligne de base servant à mesurer la largeur de la mer territoriale et s'étendant dans le cas des cours d'eau, sauf décision contraire prise en vertu de l'article 16 sous c) de la présente convention, jusqu'à la limite des eaux douces;

b) on entend par « limite des eaux douces » l'endroit dans le cours d'eau où, à marée basse et en période de faible débit d'eau douce, le degré de salinité augmente sensiblement par suite de la présence de l'eau de mer;

c) on entend par « pollution tellurique » la pollution de la zone maritime :
   i) par les cours d'eau,
   ii) à partir de la côte, y compris par introduction au moyen de canalisations sous-marines et autres canalisations,
   iii) à partir de structures artificielles placées sous la juridiction d'une partie contractante dans les limites de la zone d'application de la présente convention.

Article 4

1. Les parties contractantes s'engagent :

a) à éliminer, au besoin par étapes, la pollution de la zone maritime d'origine tellurique par des substances énumérées à la partie I de l'annexe A de la présente convention;

b) à limiter sévèrement la pollution de la zone maritime d'origine tellurique par des substances énumérées à la partie II de l'annexe A de la présente convention.

2. Pour l'exécution des engagements prévus au paragraphe 1 du présent article, les parties contractantes, conjointement ou individuellement selon les cas, mettent en œuvre des programmes et mesures :

a) en vue de l'élimination urgente de la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances énumérées à la partie I de l'annexe A de la présente convention;

b) en vue de la réduction ou le cas échéant de l'élimination de la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances énumérées à la partie II de l'annexe A de cette convention. Ces substances ne peuvent être rejetées que sur agrément donné par les autorités compétentes de chaque État contractant. Cet agrément fera l'objet d'une révision périodique.

3. Les programmes et mesures adoptés au titre du paragraphe 2 de cet article comprennent, le cas échéant, des règlements ou normes spécifiques applicables à la qualité de l'environnement, aux rejets dans la zone maritime, à ceux des rejets dans les cours d'eau qui affectent la zone maritime et à la composition et à l'usage de substances et de produits. Ces programmes et mesures tiennent compte des derniers progrès techniques.

Les programmes fixent des délais d'achèvement.

4. Les parties contractantes peuvent, en outre, conjointement ou individuellement selon les cas, mettre en œuvre des programmes ou des mesures en vue de prévenir, de réduire ou d'éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone maritime par une substance ne figurant pas à l'annexe A de la présente convention si les données scientifiques ont établi que cette substance peut créer pour la zone maritime un danger grave et s'il est urgent de prendre des mesures.

Article 5

1. Les parties contractantes s'engagent à adopter des mesures en vue de prévenir et, le cas échéant, d'éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances radioactives dont il est question à la partie III de l'annexe A de la présente convention.

2. Sans préjudice de leurs obligations découlant d'autres traités et conventions, les parties contractantes dans l'exécution de cet engagement, doivent :

a) tenir pleinement compte des recommandations des organisations et institutions internationales compétentes;

b) tenir compte des procédures de surveillance recommandées par ces organisations et institutions internationales;

c) coordonner leur surveillance et leur étude des substances radioactives conformément aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Article 6

1. Dans le but de préserver et d'améliorer la qualité de l'environnement marin, les parties contractantes, sans préjudice des dispositions de l'article 4, s'engagent à œuvrer pour :

a) réduire la pollution d'origine tellurique existante;

b) prévenir toute nouvelle pollution d'origine tellurique, y compris la pollution par de nouvelles substances.

2. Dans la mise en œuvre de cet engagement, les parties contractantes prennent en considération :

a) la nature et les quantités des polluants considérés;

b) le niveau de pollution existante;

c) la qualité et la possibilité d'absorption des eaux réceptrices de la zone maritime;

d) la nécessité d'une politique intégrée d'aménagement compatible avec les impératifs de la protection de l'environnement.

Article 7

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre les mesures qu'elles auront adoptées de manière :

— à ne pas augmenter la pollution dans les mers situées en dehors de la zone d'application de la présente convention,

— à ne pas augmenter la pollution d'autres origines que d'origine tellurique dans la zone maritime couverte par la présente convention.

Article 8

Aucune des dispositions de la présente convention ne peut être interprétée comme empêchant les arties contractantes de prendre des mesures plus strictes en ce qui concerne la lutte contre la pollution marine d'origine tellurique.

Article 9

1. Lorsque la pollution d'origine tellurique en provenance du territoire d'une partie contractante par des substances non énumérées à la partie I de l'annexe A de la présente convention est susceptible de mettre en cause les intérêts d'une ou de plusieurs autres parties à la présente convention, les parties contractantes concernées s'engagent à entrer en consultation, à la demande de l'une d'entre elles, en vue de négocier un accord de coopération.

2. À la demande d'une partie contractante concernée, la Commission mentionnée à l'article 15 de la présente convention examine la question et peut faire des recommandations en vue de parvenir à une solution satisfaisante.

3. Les accords spéciaux prévus dans le paragraphe 1 du présent article peuvent, entre autres, définir les zones auxquelles ils s'appliquent, les objectifs de qualité à atteindre, et les moyens de parvenir à ces objectifs, y compris les méthodes pour l'application de normes appropriées ainsi que les renseignements scientifiques et techniques à recueillir.

4. Les parties contractantes signataires de ces accords spéciaux informent, par l'intermédiaire de la Commission, les autres parties contractantes de leur teneur et des progrès réalisés dans leur mise en œuvre.

Article 10

Les parties contractantes conviennent d'établir des programmes complémentaires ou conjoints de recherche scientifique et technique, comprenant la recherche des meilleures méthodes d'élimination ou de remplacement de substances nocives pour aboutir à une diminution de la pollution marine d'origine tellurique; elles conviennent de se communiquer mutuellement les informations ainsi obtenues. Ce faisant, elles tiendront compte des travaux effectués dans ces domaines par les organisations et institutions internationales compétentes.

Article 11

Les parties contractantes conviennent de mettre progressivement en place et d'exploiter dans la zone d'application de la présente convention un réseau d'observation permanente de paramètres permettant :

— d'apprécier le niveau existant de la pollution marine aussi rapidement que possible,

— de vérifier l'efficacité des mesures de réduction de la pollution marine d'origine tellurique, prises en application de la convention.

À cette fin, les parties contractantes arrêtent les modalités pratiques des programmes de surveillance systématique et occasionnelle assurés individuellement ou en commun. Ces programmes tiendront compte de la présence dans la zone de surveillance de navires de recherche et d'autres équipements.

Les programmes tiendront compte des programmes analogues poursuivis dans le cadre des conventions déjà en vigueur et par les organisations et institutions internationales compétentes.

Article 12

1. Chacune des parties contractantes s'engage à veiller au respect des dispositions de la présente convention et à prendre sur son territoire les mesures appropriées pour prévenir et sanctionner tout comportement contraire aux dispositions de la présente convention.

2. Les parties contractantes informeront la Commission des mesures législatives et réglementaires prises en vue de l'application des dispositions du paragraphe précédent.

Article 13

Les parties contractantes s'engagent à se prêter assistance mutuelle en tant que de besoin pour empêcher les accidents qui pourraient conduire à la pollution d'origine tellurique, à minimiser et à éliminer les conséquences de tels accidents et à échanger des informations à cette fin.

Article 14

1. Les dispositions de la présente convention ne sont pas opposables à une partie contractante dans

la mesure où celle-ci, du fait d'une pollution ayant son origine dans le territoire d'un État non contractant, serait empêchée d'assurer leur pleine application.

2. Toutefois, cette partie contractante s'efforcera de coopérer avec ledit État afin de rendre possible la pleine application de la présente convention.

Article 15

Une Commission composée de représentants de chacune des parties contractantes est créée par la présente convention. La Commission se réunira à intervalles réguliers et à tout moment lorsque, en raison de circonstances spéciales, il en sera ainsi décidé, conformément au règlement intérieur.

Article 16

La Commission a pour mission :

a) d'exercer une surveillance générale sur la mise en œuvre de la présente convention;
b) d'examiner de façon générale l'état des mers situées dans les limites de la zone d'application de la présente convention, l'efficacité des mesures de contrôle qui ont été adoptées et la nécessité de toutes mesures complémentaires ou différentes;
c) de fixer, le cas échéant, sur proposition de la ou des parties contractantes riveraines d'un même cours d'eau et selon une procédure type, la limite dans ce cours d'eau jusqu'à laquelle s'étendra la zone maritime;
d) d'élaborer, conformément à l'article 4 de la présente convention, des programmes et des mesures d'élimination ou de réduction de la pollution d'origine tellurique;
e) de faire des recommandations conformément aux dispositions de l'article 9;
f) de recueillir et d'examiner des informations et de les diffuser aux parties contractantes conformément aux dispositions des articles 11, 12 et 17 de la présente convention;
g) de faire, conformément à l'article 18, des recommandations concernant les amendements éventuels aux listes de substances figurant à l'annexe A de la présente convention;
h) de remplir toutes autres fonctions, en tant que de besoin, aux termes de la présente convention.

Article 17

Les parties contractantes transmettent à la Commission, conformément à une procédure type :

a) les résultats du contrôle et de la surveillance prévus par l'article 11;
b) les informations disponibles, aussi détaillées que possible, sur les substances énumérées dans les annexes de la présente convention et susceptibles de parvenir à la zone maritime.

Les parties contractantes s'efforcent d'améliorer progressivement les techniques permettant de rassembler ces informations qui pourront contribuer à la révision des programmes de réduction de pollution établis conformément à l'article 4 de la présente convention.

Article 18

1. La Commission établit son règlement intérieur qui est adopté à l'unanimité des voix.

2. La Commission élabore son règlement financier qui est adopté à l'unanimité des voix.

3. La Commission adopte à l'unanimité des voix les programmes et les mesures de réduction ou d'élimination de la pollution d'origine tellurique prévus à l'article 4, les programmes de recherche scientifique et de surveillance prévus aux articles 10 et 11 ainsi que les décisions prises en application de l'article 16 sous c).

Les programmes et mesures prennent effet pour toutes les parties contractantes et sont appliqués par elles deux cents jours après leur adoption sauf fixation par la Commission d'une autre date.

Si l'unanimité ne peut se faire, la Commission peut néanmoins adopter un programme ou des mesures par un vote à la majorité des trois quarts de ses membres. Ce programme ou ces mesures prennent effet deux cents jours après leur adoption pour les parties contractantes qui ont voté en leur faveur, sauf fixation par la Commission d'une autre date, et pour toute autre partie contractante après qu'elle aura expressément accepté le programme ou les mesures, ce qui est possible à tout moment.

4. La Commission peut adopter des recommandations en vue d'amender l'annexe A de la présente convention par un vote à la majorité des trois quarts de ses membres; celles-ci seront soumises à l'approbation des gouvernements des parties contractantes. Tout gouvernement d'une partie contractante qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement l'indique par écrit au gouvernement dépositaire dans un délai de deux cents jours après l'adoption de la recommandation d'amendement en Commission. En l'absence de toute notification de ce genre, l'amendement entre en vigueur pour toutes les parties contractantes deux cent trente jours après le vote en Commission. Le gouvernement dépositaire avise dès que possible les parties contractantes de la réception de toute notification.

Article 19

Dans les domaines relevant de ses compétences, la Communauté économique européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses États membres qui sont parties contractantes à la présente convention.

La Communauté économique européenne n'exerce pas son droit de vote dans les cas où ses États membres exercent le leur et réciproquement.

Article 20

Le gouvernement dépositaire convoquera la première réunion de la Commission dès que possible après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 21

Tout différend entre des parties contractantes relatif à l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'aura pu être réglé par les parties au différend par un autre moyen tel que l'enquête ou une conciliation au sein de la Commission, est, à la requête de l'une de ces parties, soumis à l'arbitrage dans les conditions fixées à l'annexe B de la présente convention.

Article 22

La présente convention est ouverte, à Paris, à partir du 4 juin 1974 et jusqu'au 30 juin 1975, à la signature des États invités à la conférence diplomatique sur la convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, qui s'est tenue à Paris, ainsi qu'à la signature de la Communauté économique européenne.

Article 23

La présente convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du gouvernement de la République française.

Article 24

1. Après le 30 juin 1975, la présente convention sera ouverte à l'adhésion des États visés à l'article 22, ainsi qu'à l'adhésion de la Communauté économique européenne.

2. La présente convention sera également ouverte à partir de cette même date à l'adhésion de toute autre partie contractante à la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, ouverte à la signature à Oslo le 15 février 1972.

3. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera ouverte à l'adhésion de tout État non visé à l'article 22, situé en amont des cours d'eau traversant le territoire d'une ou de plusieurs parties contractantes à la présente convention et se jetant dans la zone maritime définie à l'article 2.

4. Les parties contractantes pourront à l'unanimité inviter d'autres États à adhérer à la présente convention. Dans ce cas, la zone maritime de l'article 2 pourra, en tant que de besoin, être modifiée conformément à l'article 27 de la présente convention.

5. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du gouvernement de la République française.

Article 25

1. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt du septième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacune des parties qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente convention ou y adhérera après le dépôt du septième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cette partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 26

À tout moment, deux années après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard d'une partie contractante, cette partie pourra dénoncer la convention par notification écrite adressée au gouvernement dépositaire. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

Article 27

1. Le gouvernement dépositaire convoquera, à la demande de la Commission statuant à la majorité des deux tiers de ses membres, une conférence aux fins de réviser ou de modifier la présente convention.

2. Lors de l'adhésion d'un État, dans les conditions prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 24, la zone maritime de l'article 2 pourra être modifiée sur proposition de la Commission statuant à l'unanimité des voix. Ces modifications entreront en vigueur après approbation unanime des parties contractantes.

Article 28

Le gouvernement dépositaire avisera les parties contractantes et celles visées à l'article 22 :

a) des signatures de la présente convention, du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et des notifications de dénonciation conformément aux articles 22, 23, 24 et 26;

b) de la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur en application de l'article 25;

c) du dépôt des notifications d'approbation et d'objection et de l'entrée en vigueur des amendements à la présente convention et à ses annexes en application des articles 18 et 27.

Article 29

L'original de la présente convention, dont les textes français et anglais font également foi, sera déposé auprès du gouvernement de la République française qui en adressera des copies certifiées conformes aux parties contractantes et aux États visés à l'article 22 et qui remettra une copie certifiée conforme au secrétaire général des Nations unies pour enregistrement et publication conformément à l'article 102 de la charte des Nations unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le 4 juin 1974.

ANNEXE A

La répartition des substances entre les parties I, II et III ci-dessous tient compte des critères ci-après :

a) la persistance;

b) la toxicité ou autres propriétés nocives;

c) la tendance à la bio-accumulation.

Ces critères ne sont pas nécessairement d'égale importance pour une substance ou un groupe de substances déterminées, et d'autres facteurs, tels que l'emplacement et la quantité déversée, doivent peut-être être pris en considération.

PARTIE I

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie :

i) parce qu'elles ne sont pas rapidement décomposées ou rendues inoffensives par des processus naturels; et

ii) parce qu'elles peuvent :
   a) soit entraîner une accumulation dangereuse de matières nocives dans la chaîne alimentaire,
   b) soit menacer la santé des organismes vivants en provoquant des modifications non souhaitables des écosystèmes marins,
   c) soit gêner gravement la récolte des produits de la mer ou les autres utilisations légitimes de la mer; et

iii) parce qu'on considère que la pollution par ces substances exige des mesures urgentes :
   1. composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs, ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives;
   2. mercure et composés du mercure;
   3. cadmium et composés du cadmium;
   4. les matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension, ou couler, et qui peuvent gravement gêner toute utilisation légitime de la mer;
   5. huiles et hydrocarbures d'origine pétrolière persistants.

PARTIE II

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie parce que, bien que présentant des caractères analogues aux substances de la partie I et devant faire l'objet d'un contrôle rigoureux, elles semblent moins nocives ou sont plus rapidement rendues inoffensives par un processus naturel :

1. composés organiques du phosphore, du silicium et de l'étain et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives;

2. phosphore élémentaire;

3. huiles et hydrocarbures d'origine pétrolière non persistants;

4. les éléments ci-après et leurs composés :
   — arsenic,
   — chrome,
   — cuivre,
   — plomb,
   — nickel,
   — zinc;

5. substances qui, de l'avis de la Commission, ont un effet nuisible sur le goût et/ou l'odeur de produits de consommation par l'homme dérivés du milieu marin.

PARTIE III

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie parce que, bien que présentant des caractères analogues aux substances de la partie I et devant faire l'objet d'un contrôle rigoureux en vue de prévenir et, le cas échéant, d'éliminer la pollution dont elles sont la cause, elles font déjà l'objet d'études, de recommandations et, le cas échéant, de mesures dans le cadre de plusieurs organisations et institutions internationales; ces substances sont soumises aux dispositions de l'article 5 :

— substances radioactives, y compris les déchets.

ANNEXE B

Article premier

À moins que les parties au différend n'en disposent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente annexe.

Article 2

1. Sur requête adressée par une partie contractante à une autre partie contractante en application de l'article 21 de la convention, il est constitué un tribunal arbitral. La requête d'arbitrage indique l'objet de la requête, y compris, notamment, les articles de la convention dont l'interprétation ou l'application sont en litige.

2. La partie requérante informe la Commission du fait qu'elle a demandé la constitution d'un tribunal arbitral, du nom de l'autre partie au différend ainsi que des articles de la convention dont l'interprétation ou l'application font à son avis l'objet du différend. La Commission communique les informations ainsi reçues à toutes les parties contractantes à la convention.

Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres : chacune des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être le ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun autre titre.

Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le secrétaire général des Nations unies procède, à la requête de la partie la plus diligente, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le secrétaire général des Nations unies qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le secrétaire général des Nations unies qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

1. Le tribunal arbitral décide selon les règles du droit international et, en particulier, de la présente convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande d'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Si deux ou plusieurs tribunaux arbitraux constitués aux termes de la présente annexe se trouvent saisis de requêtes ayant des objets identiques ou analogues, ils peuvent s'informer des procédures relatives à l'établissement des faits et en tenir compte dans la mesure du possible.

4. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la conduite efficace de la procédure.

5. L'absence ou le défaut d'une partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 7

1. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les parties au différend.

2. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par la partie la plus diligente au tribunal arbitral qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

Article 8

La Communauté économique européenne, comme toute partie contractante à la convention, est habilitée à agir comme partie requérante ou appelée devant le tribunal arbitral.

ANNEX

CONVENTION

for the prevention of marine plloution from land-based sources

THE CONTRACTING PARTIES:

RECOGNIZING that the marine environment and the fauna and flora which it supports are of vital importance to all nations;

MINDFUL that the ecological equilibrium and the legitimate uses of the sea are increasingly threatened by pollution;

CONSIDERING the recommendations of the United Nations conference on the human environment, held in Stockholm in June 1972;

RECOGNIZING that concerted action at national, regional and global levels is essential to prevent and combat marine pollution;

CONVINCED that international action to control the pollution of the sea from land-based sources can and should be taken without delay, as part of progressive and coherent measures to protect the marine environment from pollution, whatever its origin, including current efforts to combat the pollution of international waterways;

CONSIDERING that the common interests of States concerned with the same marine area should induce them to cooperate at regional or sub-regional levels;

RECALLING the convention for the prevention of marine pollution by dumping from ships and aircraft concluded in Oslo on 15 February 1972,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties pledge themselves to take all possible steps to prevent pollution of the sea, by which is meant the introduction by man, directly or indirectly, of substances or energy into the marine environment (including estuaries) resulting in such deleterious effects as hazards to human health, harm to living resources and to marine ecosystems, damage to amenities or interference with other legitimate uses of the sea.

2. The Contracting Parties shall adopt individually and jointly measures to combat marine pollution from land-based sources in accordance with the provisions of the present convention and shall harmonize their policies in this regard.

Article 2

The present convention shall apply to the maritime area within the following limits:

(a) those parts of the Atlantic and Arctic Oceans and the dependent seas which lie north of 36° north latitude and between 42° west longitude and 51° east longitude, but excluding:

  (i) the Baltic Sea and Belts lying to the south and east of lines drawn from Hasenore Head to Gniben Point, from Korshage to Spodsbjerg and from Gilbjerg Head to Kullen and

  (ii) the Mediterranean Sea and its dependent seas as far as the point of intersection of the parallel of 36° north latitude and the meridian of 5°36′ west longitude;

(b) that part of the Atlantic Ocean north of 59° north latitude and between 44° west longitude and 42° west longitude.

Article 3

For the purpose of the present convention:

(a) 'maritime area' means: the high seas, the territorial seas of Contracting Parties and waters on the landward side of the base lines from which the breadth of the territorial sea is measured and extending in the case of watercourses, unless otherwise decided under Article 16(c) of the present convention, up to the freshwater limit;

(b) 'Freshwater limit' means: the place in the watercourse where, at low tide and in a period of low freshwater flow, there is an appreciable increase in salinity due to the presence of seawater;

(c) 'pollution from land-based sources' means: the pollution of the maritime area

(i) through watercourses,

(ii) from the coast, including introduction through underwater or other pipelines,

(iii) from man-made structures placed under the jurisdiction of a Contracting Party within the limits of the area to which the present convention applies.

Article 4

1. The Contracting Parties undertake:

(a) to eliminate, if necessary by stages, pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part I of Annex A to the present convention;

(b) to limit strictly pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part II of Annex A to the present convention.

2. In order to carry out the undertakings in paragraph 1 of this Article, the Contracting Parties, jointly or individually as appropriate, shall implement programmes and measures:

(a) for the elimination, as a matter of urgency, of pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part I of Annex A to the present convention;

(b) for the reduction or, as appropriate, elimination of pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part II of Annex A to the present convention. These substances shall be discharged only after approval has been granted by the appropriate authorities within each Contracting State. Such approval shall be periodically reviewed.

3. The programmes and measures adopted under paragraph 2 of this Article shall include, as appropriate, specific regulations or standards governing the quality of the environment, discharges into the maritime area, such discharges into watercourses as affect the maritime area, and the composition and use of substances and products. These programmes and measures shall take into account the latest technical developments.

The programmes shall contain time limits for their completion.

4. The Contracting Parties may, furthermore, jointly or individually as appropriate, implement programmes or measures to forestall, reduce or eliminate pollution of the maritime area from land-based sources by a substance not then listed in Annex A to the present convention, if scientific evidence has established that a serious hazard may be created in the maritime area by that substance and if urgent action is necessary.

Article 5

1. The Contracting Parties undertake to adopt measures to forestall and, as appropriate, eliminate pollution of the maritime area from land-based sources by radioactive substances referred to in Part III of Annex A to the present convention.

2. Without prejudice to their obligations under other treaties and conventions, in implementing this undertaking the Contracting Parties shall:

(a) take full account of the recommendations of the appropriate international organizations and agencies;

(b) take account of the monitoring procedures recommended by these international organizations and agencies;

(c) coordinate their monitoring and study of radioactive substances in accordance with Articles 10 and 11 of the present convention.

Article 6

1. With a view to preserving and enhancing the quality of the marine environment, the Contracting Parties, without prejudice to the provisions of Article 4, shall endeavour:

(a) to reduce existing pollution from land-based sources;

(b) to forestall any new pollution from land-based sources, including that which derives from new substances.

2. In implementing this undertaking, the Contracting Parties shall take account of:

(a) the nature and quantities of the pollutants under consideration;

(b) the level of existing pollution;

(c) the quality and absorptive capacity of the receiving waters of the maritime area;

(d) the need for an integrated planning policy consistent with the requirement of environmental protection.

Article 7

The Contracting Parties agree to apply the measures they adopt in such a way as to avoid increasing pollution:

— in the seas outside the area to which the present convention applies;

— in the maritime area covered by the present convention, originating otherwise than from land-based sources.

Article 8

No provision of the present convention shall be interpreted as preventing the Contracting Parties from taking more stringent measures to combat marine pollution from land-based sources.

Article 9

1. When pollution from land-based sources originating from the territory of a Contracting Party by substances not listed in Part I of Annex A to the present convention is likely to prejudice the interests of one or more of the other parties to the present convention, the Contracting Parties concerned undertake to enter into consultation, at the request of any one of them, with a view to negotiating a cooperation agreement.

2. At the request of any Contracting Party concerned, the Commission referred to in Article 15 of the present convention shall consider the question and may make recommendations with a view to reaching a satisfactory solution.

3. The special agreements specified in paragraph 1 of this Article may, among other things, define the areas to which they shall apply, the quality objectives to be achieved, and the methods for achieving these objectives including methods for the application of appropriate standards and the scientific and technical information to be collected.

4. The Contracting Parties signatory to these special agreements shall, through the medium of the Commission, inform the other Contracting Parties of their purport and of the progress made in putting them into effect.

Article 10

The Contracting Parties agree to establish complementary or joint programmes of scientific and technical research, including research into the best methods of eliminating or replacing noxious substances so as to reduce marine pollution from land-based sources, and to transmit to each other the information so obtained. In doing so they shall have regard to the work carried out, in these fields, by the appropriate international organizations and agencies.

Article 11

The Contracting Parties agree to set up progressively and to operate within the area covered by the present convention a permanent monitoring system allowing:

— the earliest possible assessment of the existing level of marine pollution;

— the assessment of the effectiveness of measures for the reduction of marine pollution from land-based sources taken under the terms of the present conventions.

For this purpose the Contracting Parties shall lay down the ways and means of pursuing individually or jointly systematic and *ad hoc* monitoring programmes. These programmes shall take into account the deployment of research vessels and other facilities in the monitoring area.

The programmes shall take into account similar programmes pursued in accordance with conventions already in force and by the appropriate international organizations and agencies.

Article 12

1. Each Contracting Party undertakes to ensure compliance with the provisions of this convention and to take in its territory appropriate measures to prevent and punish conduct in contravention of the provisions of the present convention.

2. The Contracting Parties shall inform the Commission of the legislative and administrative measures they have taken to implement the provisions of the preceding paragraph.

Article 13

The Contracting Parties undertake to assist one another as appropriate to prevent incidents which may result in pollution from land-based sources, to minimize and eliminate the consequences of such incidents, and to exchange information to that end.

Article 14

1. The provisions of the present convention may not be invoked against a Contracting Party to the

extent that the latter is prevented, as a result of pollution having its origin in the territory of a non-contracting State, from ensuring their full application.

2. However, the said Contracting Party shall endeavour to cooperate with the non-contracting State so as to make possible the full application of the present convention.

Article 15

A Commission composed of representatives of each of the Contracting Parties is hereby established. The Commission shall meet at regular intervals and at any time when due to special circumstances it is so decided in accordance with its rules of procedure.

Article 16

It shall be the duty of the Commission:

(a) to exercise overall supervision over the implementation of the present convention;

(b) to review generally the condition of the seas within the area to which the present convention applies, the effectiveness of the control measures being adopted and the need for any additional or different measures;

(c) to fix, if necessary, on the proposal of the Contracting Party or Parties bordering on the same watercourse and following a standard procedure, the limit to which the maritime area shall extend in that watercourse;

(d) to draw up, in accordance with Article 4 of the present convention, programmes and measures for the elimination or reduction of pollution from land-based sources;

(e) to make recommendations in accordance with the provisions of Article 9;

(f) to receive and review information and distribute it to the Contracting Parties in accordance with the provisions of Articles 11, 12 and 17 of the present convention;

(g) to make, in accordance with Article 18, recommendations regarding any amendment to the lists of substances included in Annex A to the present convention;

(h) to discharge such other functions, as may be appropriate, under the terms of the present convention.

Article 17

The Contracting Parties, in accordance with a standard procedure, shall transmit to the Commission:

(a) the results of monitoring pursuant to Article 11;

(b) the most detailed information available on the substances listed in the Annexes to the present convention and liable to find their way into the maritime area.

The Contracting Parties shall endeavour to improve progressively techniques for gathering such information which can contribute to the revision of the pollution reduction programmes drawn up in accordance with Article 4 of the present convention.

Article 18

1. The Commission shall draw up its own Rules of Procedure which shall be adopted by unanimous vote.

2. The Commission shall draw up its own Financial Regulations which shall be adopted by unanimous vote.

3. The Commission shall adopt, by unanimous vote, programmes and measures for the reduction or elimination of pollution from land-based sources as provided for in Article 4, programmes for scientific research and monitoring as provided for in Articles 10 and 11, and decisions under Article 16(c).

The programmes and measures shall commence for and be applied by all Contracting Parties 200 days after their adoption, unless the Commission specifies another date.

Should unanimity not be attainable, the Commission may nonetheless adopt a programme or measures by a three-quarters majority vote of its members. The programmes or measures shall commence for those Contracting Parties which voted for them 200 days after their adoption, unless the Commission specifies another date, and for any other Contracting Party after it has explicitly accepted the programme or measures, which it may do at any time.

4. The Commission may adopt recommendations for amendments to Annex A to the present convention by a three-quarters majority vote of its members and shall submit them for the approval of the Governments of the Contracting Parties. Any Government of a Contracting Party that is unable to approve an amendment shall notify the depositary Government in writing within a period of 200 days after the adoption of the recommendation of amendment in the Commission. Should no such notification be received, the amendment shall enter into force for all Contracting Parties 230 days after the vote in the Commission. The depositary Government shall notify the Contracting Parties as soon as possible of the receipt of any notification.

Article 19

Within the areas of its competence, the European Economic Community is entitled to a number of votes equal to the number of its Member States which are Contracting Parties to the present convention.

The European Economic Community shall not exercise its right to vote in cases where its Member States exercise theirs and conversely.

Article 20

The depositary Government shall convene the first meeting of the Commission as soon as possible after the coming into force of the present convention.

Article 21

Any dispute between Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present convention, which cannot be settled otherwise by the parties concerned, for instance by means of inquiry or conciliation within the Commission, shall, at the request of any of those parties, be submitted to arbitration under the conditions laid down in Annex B to the present convention.

Article 22

The present convention shall be open for signature at Paris, from 4 June 1974 to 30 June 1975, by the States invited to the diplomatic conference on the convention for the prevention of marine pollution from land-based sources, held at Paris, and by the European Economic Community.

Article 23

The present convention shall be subject to ratification, acceptance or approval. The instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of the French Republic.

Article 24

1. After 30 June 1975, the present convention shall be open for accession by States referred to in Article 22 and by the European Economic Community.

2. The present convention shall also be open for accession from the same date by any other Contracting Party to the convention for the prevention of marine pollution by dumping from ships and aircraft, opened for signature at Oslo on 15th February 1972.

3. From the date of its entry into force, the present convention shall be open for accession by any State not referred to in Article 22, located upstream on watercourses crossing the territory of one or more Contracting Parties to the present convention and reaching the maritime area defined in Article 2.

4. The Contracting Parties may unanimously invite other States to accede to the present convention In that case the maritime area in Article 2 may, if necessary, be amended in accordance with Article 27 of the present convention.

5. The instruments of accession shall be deposited with the Government of the French Republic.

Article 25

1. The present convention shall come into force on the thirtieth day following the date of deposit of the seventh instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

2. For each Party ratifying, accepting or approving the present convention or acceding to it after the deposit of the seventh instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the present convention shall enter into force on the thirtieth day after the date of deposit by that party of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 26

At any time after the expiry of two years from the date of coming into force of the present convention in relation to any Contracting Party such party may withdraw from the convention by notice in writing to the depositary Government. Such notice shall take effect one year after the date on which it is received.

Article 27

1. The depositary Government shall, at the request of the Commission on a decision taken by a two-thirds majority of its members, call a conference for the purpose of revising or amending the present convention.

2. Upon accession by a State as provided for in paragraphs 2, 3 and 4 of Article 24, the maritime area in Article 2 may be amended upon a proposal by the Commission adopted by a unanimous vote. These amendments shall enter into force after unanimous approval by the Contracting Parties.

Article 28

The depositary Government shall inform the Contracting Parties and those referred to in Article 22:

(a) of signatures to the present convention, of the deposits of instruments of ratification, acceptance, approval or accession, and of notices of withdrawal in accordance with Articles 22, 23, 24 and 26;

(b) of the date on which the present convention comes into force in accordance with Article 25;

(c) of the receipt of notifications of approval or objection, and of the entry into force of amendments to the present convention and its Annexes, in accordance with Articles 18 and 27.

Article 29

The original of the present convention of which the French and English texts shall be equally authentic, shall be deposited with the Government of the French Republic which shall send certified copies thereof to the Contracting Parties and the States referred to in Article 22 and shall deposit a certified copy with the Secretary General of the United Nations for registration and publication in accordance with Article 102 of the United Nations Charter

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this convention.

Done at Paris, 4 June 1974.

ANNEX A

The allocation of substances to Parts I, II and III below takes account of the following criteria:

(a) persistence;

(b) toxicity or other noxious properties;

(c) tendency to bio-accumulation.

These criteria are not necessarily of equal importance for a particular substance or group of substances, and other factors, such as the location and quantities of the discharge, may need to be considered.

PART I

The following substances are included in this part:

(i) because they are not readily degradable or rendered harmless by natural processes; and

(ii) because they may either:

(a) give rise to dangerous accumulation of harmful material in the food chain, or

(b) endanger the welfare of living organisms causing undesirable changes in the marine eco-systems, or

(c) interfere seriously with the harvesting of sea foods or with other legitimate uses of the sea; and

(iii) because it is considered that pollution by these substances necessitates urgent action:

1. organohalogen compounds and substances which may form such compounds in the marine environment, excluding those which are biologically harmless, or which are rapidly converted in the sea into substances which are biologically harmless;

2. mercury and mercury compounds;

3. cadmium and cadmium compounds;

4. persistent synthetic materials which may float, remain in suspension or sink, and which may seriously interfere with any legitimate use of the sea;

5. persistent oils and hydrocarbons of petroleum origin.

PART II

The following substances are included in this part because, although exhibiting similar characteristics to the substances in Part I and requiring strict control, they seem less noxious or are more readily rendered harmless by natural processes:

1. organic compounds of phosphorus, silicon, and tin and substances which may form such compounds in the marine environment, excluding those which are biologically harmless, or which are rapidly converted in the sea into substances which are biologically harmless.

2. elemental phosphorus.

3. non-persistent oils and hydrocarbons of petroleum origin.

4. the following elements and their compounds:
— arsenic,
— chromium,
— copper,
— lead,
— nickel,
— zinc.

5. substances which have been agreed by the Commission as having a deleterious effect on the taste and/or smell of products derived from the marine environment for human consumption.

PART III

The following substances are included in this part because, although they display characteristics similar to those of substances listed in Part I and should be subject to stringent controls with the aim of preventing and, as appropriate, eliminating the pollution which they cause, they are already the subject of research, recommendations and, in some cases, measures under the auspices of several international organizations and institutions; those substances are subject to the provisions of Article 5:
— radioactive substances, including wastes.

ANNEX B

Article 1

Unless the parties to the dispute decide otherwise, the arbitration procedure shall be in accordance with the provisions of this Annex.

Article 2

1. At the request addressed by one Contracting Party to another Contracting Party in accordance with Article 21 of the convention, an arbitral tribunal shall be constituted: The request for arbitration shall state the subject matter of the application including in particular the Articles of the convention, the interpretation or application of which is in dispute.

2. The claimant shall inform the Commission that he has requested the setting up of an arbitral tribunal, stating the name of the other party to the dispute and the Articles of the convention the interpretation or application of which is in his opinion in dispute. The Commission shall forward the information thus received to all Contracting Parties to the convention.

Article 3

The arbitral tribunal shall consist of three members: each of the parties to the dispute shall appoint an arbitrator; the two arbitrators so appointed shall designate by common agreement the third arbitrator who shall be the chairman of the tribunal. The latter shall not be a national of one of the parties to the dispute, nor have his usual place of residence in the territory of one of these parties, nor be employed by any of them, nor have dealt with the case in any other capacity.

Article 4

1. If the chairman of the arbitral tribunal has not been designated within two months of the appointment of the second arbitrator, the Secretary-General of the United Nations shall, at the request of either party, designate him within a further two months' period.

2. If one of the parties to the dispute does not appoint an arbitrator within two months of receipt of the request, the other party may inform the Secretary-General of the United Nations who shall designate the chairman of the arbitral tribunal within a further two months' period. Upon designation, the chairman of the arbitral tribunal shall request the party which has not appointed an arbitrator to do so within two months. After such period, he shall inform the Secretary-General of the United Nations who shall make this appointment within a further two months' period.

Article 5

1. The arbitral tribunal shall decide according to the rules of international law and, in particular, those of this convention.

2. Any arbitral tribunal constituted under the provisions of this Annex shall draw up its own rules of procedure.

Article 6

1. The decisions of the arbitral tribunal, both on procedure and on substance, shall be taken by majority voting of its members.

2. The tribunal may take all appropriate measures in order to establish the facts. It may, at the request of one of the parties, recommend essential interim measures of protection.

3. If two or more arbitral tribunals constituted under the provisions of this Annex are seized of requests with identical or similar subjects, they may inform themselves of the procedures for establishing the facts and take them into account as far as possible.

4 The parties to the dispute shall provide all facilities necessary for the effective conduct of the proceedings.

5. The absence or default of a party to the dispute shall not constitue an impediment to the proceedings.

Article 7

1. The award of the arbitral tribunal shall be accompanied by a statement of reasons. It shall be final and binding upon the parties to the dispute.

2. Any dispute which may arise between the parties concerning the interpretation or execution of the award may be submitted by either party to the arbitral tribunal which made the award or, if the latter cannot be seized thereof, to another arbitral tribunal constituted for this purpose in the same manner as the first.

Article 8

The European Economic Community, like any Contracting Party to the present convention, has the right to appear as applicant or respondent before the arbitral tribunal.

ANEXO

CONVENIO

para la prevención de la contaminación marina de origen terrestre (1)

LAS PARTES CONTRATANTES,

RECONOCIENDO que el medio marino y los recursos vivos en él contenidos son de importancia vital para todas las naciones;

CONSCIENTES de que el equilíbrio ecológico y el uso legítimo de los mares se hallan cada día más amenazados por la contaminación;

TOMANDO en cuenta las recomendaciones de las Conferencias de las Naciones Unidas sobre el Medio Humano, celebrada en Estocolmo en junio de 1972;

RECONOCIENDO que una acción concertada a nivel nacional, regional y mundial es esencial para impedir la contaminación marina y luchar contra la misma;

CONVENCIDAS de que se puede y se debe realizar sin demora acciones internacionales tendentes a controlar la contaminación marina de origen terrestre, como parte de un programa progresivo y coherente de protección del medio marino contra la contaminación, cualquiera que fuere su origen, incluidos los esfuerzos actualmente realizados para luchar contra la contaminación de los cursos de agua internacionales;

CONSIDERANDO que los intereses comunes de los Estados afectados en una misma zona marina deben conducirles colaborar en un plano regional o subregional;

RECORDANDO el Convenio para la prevención de la contaminación marina provocada por vertidos desde buques y aeronaves, concluido en Oslo el 15 de febrero de 1972.

HAN ACORDADO las disposiciones siguientes:

Artículo 1

1. Las Partes Contratantes se obligan a adoptar todas las medidas posibles para impedir la contaminación del mar, entendiendo por tal la introducción por el hombre, directa o indirectamente, en el medio marino (incluidos los estuarios) de sustancias o energía que pueda traer como consecuencia constituir un peligro para la salud humana, perjudicar los recursos vivos y el sistema ecológico, reducir las posibilidades de esparcimiento u obstaculizar otros usos legítimos de los mares.

2. Las Partes Contratantes adoptarán, individual y conjuntamente, medidas para luchar contra la contaminación marina de origen terrestre, de conformidad con las disposiciones del presente Convenio, y armonizar sus políticas al efecto.

Artículo 2

El presente Convenio se aplicará en la zona marítima cuyos límites son los siguientes:

a) las partes de los océanos Atlántico y Artico de sus respectivos mares tributarios que se hallan al Norte del 36° de latitud Norte y entre los 42° de longitud odeste y 51° de longitud Este, pero con exclusion:
   i) del mar Báltico y de los Belts al Sur y al Este de unas lineas trazadas del cabo Hasenore a la punta Kniben, de Korshage a Spodsbierg y del cabo Gilbjerg a Kullen,
   y
   ii) del mar Mediterráneo y de sus aguas tributarias hasta el punto de intersección del paralelo del 36° de latitud Norte y del meridiano 5° 36' de longitud Oeste.

b) la parte del océano Atlántico situada al Norte del 59° de latitud Norte y entre los 44° de longitud Oeste y 42° de longitud Oeste.

Artículo 3

Para los efectos del presente Convenio:

a) Se entiende por «zona marítima» el alta mar, los mares territoriales de las Partes Contratantes y las aguas situadas más acá de las líneas de base que sirven para medir la anchura del mar territorial, las cuales, en el caso de los cursos de agua, se extenderán hasta el límite de las aguas dulces, salvo decisión contraria adoptada en las condiciones previstas en el artículo 16, c) del presente Convenio.

b) se entiende por «límite de aguas dulces» el lugar en los cursos de aguas en que, en marea baja y en época de débil caudal, el grado de salinidad aumenta sensiblemente a causa de la presencia de aguas marinas.

(1) El texto que se recoge es el publicado en el BOE nº 18 de 21. 1. 1981.

c) se entiende por « contaminación terrestre » la contaminación de la zona marítima causada :
   i) por los cursos de agua,
   ii) a partir de la costa, incluida la introducción por medio de canalizaciones submarinas y otras canalizaciones.
   iii) a partir de estructuras artificiales situadas bajo la jurisdicción de una Parte Contratante dentro de los límites de la zona de aplicación del presente Convenio.

Artículo 4

1. Las Partes Contratantes se obligan a :

a) eliminar, si fuera necesario por etapas, la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocada por las sustancias enumeradas en la parte I del Anexo A del presente Convenio.

b) limitar severamente la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocada por las sustancias enumeradas en la parte II del Anexo A del presente Convenio.

2. Para la ejecución de las obligaciones establecidas en el párrafo I del presente artículo, las Partes Contratantes, conjunta o individualmente, según el caso, llevarán a cabo programas y medidas con miras a :

a) la eliminación urgente de la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocada por las sustancias enumeradas en la parte I del Anexo A del presente Convenio.

b) la reducción i, en su caso, la eliminación de la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocado por las sustancias enumeradas en la parte II del Anexo A del presente Convenio. Dichas sustancias sólo podrán ser vertidas con la autorización de las autoridades competentes de cada Parte Contratante. Tal autorización será objeto de revisión periódica.

3. Los programas y medidas adoptados de conformidad con el párrafo 2 del presente artículo comprenderán, en su caso, reglamentos o normas específicas aplicables a la calidad del medio, a las evacuaciones en la zona marítima, a las evacuaciones en los cursos de agua que afecten a la zona marítima y a la composición y el uso de sustancias y productos, y tendrán en cuenta los últimos adelantos técnicos. Los programas fijarán plazos para su realización.

4. Las Partes Contratantes, conjunta o individualmente, podrán asimismo llevar a cabo programas o medidas con miras a prevenir, reducir o eliminar la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocada por sustancias no enumeradas en el Anexo A del presente Convenio si datos científicos han probado que dichas sustancias pueden causar un daño grave a la zona marítima y si resulta urgente adoptar tales medidas.

Artículo 5

1. Las Partes Contratantes se obligan a adoptar medidas destinadas a prevenir y, en su caso, eliminar la contaminación de origen terrestre de la zona marítima provocada por las sustancias radiactivas a las que se refiere la parte III del Anexo A del presente Convenio.

2. Sin perjuicio de las obligaciones derivadas de otros Tratados y Convenciones, las Partes Contratantes deberán en la ejecución de dicha obligación :

a) tener plenamente en cuenta las recomendaciones de las Organizaciones e Instituciones internacionales competentes.

b) tener en cuenta los procedimientos de vigilancia recomendados por dichas Organizaciones e Instituciones internacionales.

c) coordinar la vigilancia y el estudio que realicen de las sustancias radiactivas, de conformidad con los artículos 10 y 11 del presente Convenio.

Artículo 6

1. Con el fin de preservar y de mejorar la calidad del medio marino y sin perjuicio de las disposiciones del artículo 4, las Partes Contratantes se obligan a procurar :

a) reducir la contaminación de origen terrestre existente.

b) prevenir cualquier nuevo tipo de contaminación de origen terrestre provocada por nuevas sustancias.

2 En la ejecución de esta obligación, las Partes Contratantes tendrán en cuenta :

a) la naturaleza y las cantidades de los contaminantes considerados.

b) el nivel de contaminación existente.

c) la calidad y la posibilidad de absorción de las aguas receptoras en la zona marítima.

d) la necesidad de una política integrada de ordenación compatible con los imperativos de protección del medio ambiente.

Artículo 7

Las Partes Contratantes acuerdan llevar a cabo las medidas que adopten de manera que no aumente la contaminación de los mares situados fuera del ámbito de aplicación del presente Convenio, ni la contaminación de origen distinto al terrestre en la zona marítima cubierta por el presente Convenio.

Artículo 8

Nada de lo dispuesto en el presente Convenio puede ser interpretado en el sentido de impedir a las Partes Contratantes la adopción de medidas más estrictas en relación con la lucha contra la contaminación marina de origen terrestre.

Artículo 9

1. Cuando la contaminación de origen terrestre procedente del territorio de una Parte Contratante, provocada por sustancias no enumeradas en la parte I del Anexo A del presente Convenio, pudiera afectar adversamente los intereses de una o varias Partes Contratantes del presente Convenio, las Partes Contratantes afectadas se obligan a consultarse, a petición de cualquiera de ellas, con miras a negociar un Acuerdo de cooperación.

2. A petición de una Parte Contratante afectada, la Comisión mencionada en el artículo 15 del presente Convenio examinará la cuestión y podrá hacer recomendaciones con miras a lograr una solución satisfactoria.

3. Los acuerdos especiales previstos en el párrafo 1 del presente artículo podrán, «inter alia» definir las zonas en las que se apliquen los objetivos de calidad que se deban alcanzar y los medios de lograr dichos objetivos, incluidos los métodos para la aplicación de normas adecuadas, así como los datos científicos y técnicos que deban ser recogidos.

4. Las Partes Contratantes signatarias de estos acuerdos informarán a las demás Partes Contratantes, por medio de la Comisión, de su contenido y de los progresos realizados en su puesta en práctica.

Artículo 10

Las Partes Contratantes acuerdan establecer programas complementarios o conjuntos de investigación científica y técnica, incluida la investigación de los mejores métodos de eliminación o de sustitución de sustancias nocivas, para conseguir una disminución de la contaminación marina de origen terrestre. Acuerdan comunicarse mutuamente las informaciones así obtenidas. Tendrán en cuenta los trabajos realizados por las Organizaciones e Instituciones internacionales competentes.

Artículo 11

Las Partes Contratantes establecerán progresivamente y explotarán en la zona de aplicación del Convenio una red de observación permanente de parámetros que permita apreciar el nivel de la contaminación marina la más rapidamente posible y verificar la eficacía de las medidas de reducción de la contaminación marina de origen terrestre adoptadas en aplicación del Convenio.

A este título, las Partes Contratantes fijarán las modalidades prácticas de los programas de vigilancia sistemática y ocasional efectuados individual o conjuntamente. Dichos programas tendrán en cuenta la presencia en la zona de vigilancia de buques de investigación y de otros equipos.

Los programas tendrán en cuenta los programas análogos desarrollados en el marco de los Convenios en vigor, por las organizaciones e instituciones internacionales competentes.

Artículo 12

1. Cada Parte Contratante se obliga a velar por el respeto de las disposiciones del presente Convenio y adoptar en su territorio las medidas adecuadas para prevenir y sancionar cualquier acto que viole las disposiciones del presente Convenio.

2. Las Partes Contratantes informarán a la Comisión sobre las medidas legislativas y reglamentarias adoptadas por la aplicación de las disposiciones del párrafo precedente.

Artículo 13

Las Partes Contratantes se obligan a prestarse asistencia mutua en la medida de lo posible para impedir los accidentes que puedan provocar la contaminación de origen terrestre, a minimizar y eliminar las consecuencias de tales accidentes y intercambiar informaciones al efecto.

Artículo 14

1. Las disposiciones del presente Convenio no podrán ser invocadas contra una Parte Contratante en la medida en que ésta, por tratarse de una contaminación originada en el territorio de un Estado no contratante, no esté en condiciones de asegurar su plena aplicación.

2. Sin embargo, dicha Parte tratará de cooperar con el Estado interesado a fin de hacer posible la plena aplicación del presente Convenio.

Artículo 15

Se constituirá, en virtud del presente Convenio, una Comisión compuesta por representantes de cada una de las Partes Contratantes. La Comisión se reunirá periódicamente, y en circunstancias especiales cuando así se decida de acuerdo con lo dispuesto en el Reglamento.

Artículo 16

La Comisión tendrá como misión:

a) supervisar la aplicación del presente Convenio,

b) examinar de forma general el estado de los mares comprendidos dentro de los límites de la zona de aplicación del presente Convenio, la eficacia de las medidas de control adoptadas y la necesidad de adoptar medidas diferentes o complementarias.

c) fijar, en su caso, en aplicación del artículo 3, a) a propuesta de la Parte o de las Partes Contratantes ribereñas de un mismo curso de agua y según un procedimiento tipo, el límite en dicho curso de agua hasta el que se extenderá la zona marítima.

d) elaborar, de conformidad con el artículo 4 del presente Convenio, programas y medidas de eliminación o de reducción de la contaminación de origen terrestre.

e) hacer recomendaciones de conformidad con las disposiciones del artículo 9 del presente Convenio.

f) recibir y examinar informaciones y distribuirlas entre las Partes Contratantes, de conformidad con las disposiciones de los artículos 11, 12 y 17 del presente Convenio.

g) hacer recomendaciones relativas a las posibles enmiendas a las listas de sustancias incluidas en el Anexo A del presente Convenio, de conformidad con el artículo 18.

h) ejercer cualquier otra función que le corresponda de conformidad con lo dispuesto en el presente Convenio.

Artículo 17

Las Partes Contratantes transmitirán a la Comisión, de acuerdo con un procedimiento tipo:

a) los resultados del control y de la vigilancia previstos en el artículo 11.

b) las informaciones disponibles, lo más detalladas posibles, sobre las sustancias enumeradas en los anexos del presente Convenio que puedan alcanzar la zona marítima.

Las Partes Contratantes tratarán de mejorar progresivamente las técnicas que permitan recoger estas informaciones y que puedan contribuir a la revisión de los programas de reducción de la contaminación establecidos de acuerdo con el artículo 4.

Artículo 18

1. La Comisión elaborará su Reglamento, que deberá ser adoptado por unanimidad.

2. La Comisión elaborará su Reglamento financiero, que deberá ser adoptado por unanimidad.

3. La Comisión adoptará por unanimidad los programas y medidas de reducción o de eliminación de la contaminación de origen terrestre previstos en el artículo 4, los programas de investigación científica y de vigilancia previstos en los artículos 10 y 11 y las decisiones adoptadas en aplicación del artículo 16 c). Estos programas y medidas surtirán efecto para todas las Partes Contratantes y serán aplicados por las mismas doscientos días después de su adopción, salvo que la Comunidad fije otra fecha. Si no pudiere obtenerse la unanimidad, la Comisión podrá sin embargo adoptar programas o medidas por mayoría de tres cuartos de sus miembros. Tales programas o medidas surtirán efecto para las partes que hayan votado en su favor doscientos días después de su adopción, salvo que la Comisión fije otra fecha, y para las demás Partes Contratantes, una vez que hayan aceptado expresamente los programas o las medidas, lo que podrán hacer en cualquier momento.

4. De conformidad con el artículo 16 g), la Comisión podrá adoptar recomendaciones con miras a enmendar el Anexo A del presente Convenio por mayoría de tres cuartos de sus miembros; tales enmiendas serán sometidas a la aprobación de los gobiernos de las Partes Contratantes. Cualquier gobierno de una Parte Contratante que no esté en condiciones de aprobar una enmienda, lo indicará por escrito al gobierno depositario en un plazo de doscientos días, contados a partir de la adopción por la Comisión de la recomendación de enmienda. A falta de notificación de este tipo, la enmienda entrará en vigor para todas las Partes Contratantes doscientos días después del voto de la Comisión. El gobierno depositario informará lo antes posible a las Partes Contratantes sobre la recepción de cualquier notificación.

Artículo 19

En el ámbito de su competencia, la Comunidad Económica Europea ejercerá su derecho de voto con un número de votos igual al número de sus Estados miembros que sean Partes Contratantes del presente Convenio. La Comunidad Económica Europea no ejercerá su derecho de voto en el caso en que sus Estados miembros lo ejerzan y viceversa.

Artículo 20

El gobierno depositario convocará la primera reunión de la Comisión en cuanto sea posible, una vez que el presente Convenio haya entrado en vigor.

Artículo 21

Cualquier controversia entre las Partes Contratantes relativa a la interpretación o a la aplicación del presente Convenio que no haya podido ser resuelta por las Partes de la misma por cualquier medio, tal como la investigación o la conciliación en el seno de la Comisión, será sometida a arbitraje a petición de una de las Partes, en las condiciones establecidas en el Anexo B del presente Convenio.

Artículo 22

El presente Convenio quedará abierto en París desde el 4 de junio de 1974 al 30 de junio de 1975, a la firma de los Estados invitados a la Conferencia diplomática sobre el Convenio para la Prevención de la Contaminación Marina de Origen Terrestre, celebrada en París, así como a la firma de la Comunidad Económica Europea.

Artículo 23

El presente Convenio será sometido a ratificación, aceptación a aprobación. Los instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación se depositarán en poder del gobierno de la República de Francia.

Artículo 24

1. A partir del 30 de junio de 1975 el presente Convenio estará abierto a la adhesión de los Estados a los que se

refiere el artículo 22 y a la de la Comunidad Económica Europea.

2. A partir de la misma fecha, el presente Convenio estará asimismo abierto a la adhesión de cualquier Parte Contratante en el Convenio para la prevención de la contaminación marina provocada por vertidos desde buques y aeronaves, abierto a la firma en Oslo el 15 de febrero de 1972.

3. Tras entrar en vigor, el presente Convenio estará abierto a la adhesión de cualquier Estado, no mencionado en el artículo 22, situado aguas arriba de los cursos de agua que atraviesan el territorio de una o varias de las Partes Contratantes del presente Convenio y que desemboquen en la zona marítima definida en el artículo 2.

4. Las Partes Contratantes podrán por unanimidad invitar a otros Estados a que se adhieran al presente Convenio. En tal caso, la zona marítima definida en el artículo 2 podrá ser modificada de conformidad con el artículo 27 del presente Convenio.

5. Los intrumentos de adhesión se depositarán en poder del gobierno de la República de Francia.

Artículo 25

1. El presente Convenio entrará en vigor el trigésimo día que siga a la fecha en que se haya depositado el séptimo instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.

2. Para las Partes que ratifiquen, acepten o aprueben el Convenio o se adhieran al mismo después del depósito del séptimo instrumento de ratificación, aprobación, aceptación o adhesión, el Convenio entrará en vigor el trigésimo día después de que dicha Parte haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.

Artículo 26

En cualquier momento, después de dos años de la fecha de la entrada en vigor del presente Convenio con respecto a una Parte Contratante, dicha Parte podrá denunciar el Convenio mediante notificación escrita dirigida al gobierno depositario. La denuncia surtirá efecto un año después de la fecha de su recepción.

Artículo 27

1. El gobierno depositario convocará, a petición de la Comisión adoptada por dos tercios de sus miembros, una Conferencia con el fin de revisar o modificar el presente Convenio.

2. A raíz de la adhesión de un Estado en las condiciones previstas en los párrafos 2, 3 y 4 del artículo 24, la zona marítima definida en el artículo 2 podrá ser modificada a propuesta de la Comisión adoptada por unanimidad. Dicha modificación entrará en vigor tras aprobación unánime de las Partes Contratantes.

Artículo 28

El gobierno depositario comunicará a las partes contratantes y a las que se refiere el artículo 22:

a) las firmas del presente Convenio, el depósito de instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión y la recepción de las notificaciones de denuncia, de conformidad con los artículos 22, 23, 24 y 26.

b) la fecha en que el presente Convenio entre en vigor, en aplicación del artículo 25.

c) la recepción de notificaciones de aprobación y de objeciones y la entrada en vigor de las enmiendas al presente Convenio y sus Anexos, en aplicación de los artículos 18 y 27 del presente Convenio.

Artículo 29

El original del presente Convenio, cuyos textos inglés y francés son igualmente auténticos, será depositado en poder del gobierno de la República de Francia, que enviará copias certificadas conforme a las Partes Contratantes y a los Estados a los que se refiere al artículo 22, y entregará una copia certificada conforme al Secretario general de las Naciones Unidas para su registro y publicación, de conformidad con el artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos gobiernos, firman al presente Convenio.

Hecho en París el 4 de junio de 1974.

ANEXO A

La distribución de las sustancias entre las partes I, II y III del presente Anexo tienen en cuenta los siguientes criterios:

a) la persistencia;

b) la toxicidad u otras propiedades nocivas, y

c) la tendencia a la bioacumulación.

Tales criterios no son necesariamente de igual importancia para una sustancia o un grupo de sustancias determinadas, y quizá deben ser tenidos en cuenta otros factores, tales como el emplazamiento o la cantidad vertida.

PARTE I

Son incluidas las sustancias siguientes en la presente parte:

i) porque no se descomponen rápidamente o se hacen inocuas mediante procesos naturales.

ii) porque pueden:

a) provocar una acumulación peligrosa de materias nocivas en la cadena alimenticia.

b) amenazar la salud de los organismos vivos al provocar modificaciones no deseables de los ecosistemas marinos.

c) obstaculizar gravemente la recogida de productos marinos u otros usos legítimos del mar.

iii) porque se considera que la contaminación provocada por estas sustancias exige medidas urgentes.

1. compuestos orgánicos halogenados y sustancias que puedan originar tales compuestos en el medio marino, con excepción de aquellos que sean biológicamente inocuos o que se transformen rápidamente en el mar en sustancias biológicamente inocuas.
2. mercurio y sus compuestos.
3. cadmio y sus compuestos.
4. materias sintéticas persistentes que puedan flotar, quedar en suspensión o hundirse y que puedan obstaculizar gravemente cualquier uso legítimo del mar.
5. aceites e hidrocarburos persistentes de origen petrolífero.

PARTE II

Son incluidas las sustancias siguientes en la presente parte porque, si bien presentan carácteres análogos a las sustancias de la parte I y deben ser objeto de un control riguroso, son, sin embargo, menos nocivas o se hacen más rápidamente inocuas por un proceso natural.

1. compuestos orgánicos del fósforo, silicio y estaño y sustancias que puedan originar tales compuestos en el medio marino, con excepción de aquellos que sean biológicamente inocuos o que se transformen rápidamente en el mar en sustancias biológicamente inocuas.

2. fósforo elemental.

3. aceites e hidrocarburos, no persistentes de origen petrolífero.

4. los elementos siguientes y sus compuestos: arsénico, cromo, cobre, plomo, níquel y cinc.

5. sustancias que en opinión de la Comisión tengan un efecto perjudicial sobre el gusto y/o el olor de los productos de consumo humano procedentes del medio marino.

PARTE III

Son incluidas las sustancias seguientes en la presente parte porque, si bien presentan caracteres análogos a las sustancias de la parta I y deben ser objeto de un control riguroso con miras a prevenir y, en su caso, eliminar la contaminación por ellas provocada, son ya, sin embargo, objeto de estudio, de recomendación y, en su caso, de medidas en el marco de diversas organizaciones e instituciones internacionales.

Tales sustancias están sometidas a lo dispuesto en el artículo 14: sustancias radiactivas, incluidos los desechos.

ANEXO B

Artículo 1

Salvo que las partes en una controversia dispongan otra cosa, el procedimiento de arbitraje se regirá por las disposiciones del presente Anexo.

Artículo 2

1. A demanda de una Parte Contratante contra otra en aplicación del artículo 21 del Convenio, se constituirá un Tribunal arbitral. La demanda de arbitraje indicará su objeto, incluyendo especialmente los artículos del Convenio cuya interpretación o aplicación estén en litigio.

2. La Parte demandante informará a la Comisión sobre su petición de constitución de un Tribunal arbitral, sobre el nombre de la otra parte en la controversia y sobre los artículos del Convenio cuya interpretación o aplicación sean en su opinión objeto de la controversia. La Comisión comunicará las informaciones recibidas a las demás partes contratantes del Convenio.

Artículo 3

El Tribunal arbitral estará compuesto de tres miembros: cada una de las Partes en la controversia nombrará un árbitro; los dos árbitros así nombrados designarán de común acuerdo al tercer árbitro, quien asumirá la presidencia del Tribunal. Este último no deberá ser nacional de cualquiera de las Partes en la controversia, tener su residencia habitual en el territorio de cualquiera de estas Partes, estar al servicio de cualquiera de ellas o haberse ocupado ya del asunto a cualquier otro título.

Artículo 4

1. Si en un plazo de dos meses después del nombramiento del segundo árbitro el Presidente del Tribunal arbitral no ha sido designado, el Secretario general de las Naciones Unidas, a petición de la Parte más diligente, procederá a su designación en un nuevo plazo de dos meses.

2. Si en un plazo de dos meses despues de la reflexión de la demanda una de las Partes en la controversia no ha procedido al nombramiento de su árbitro, la otra podrá dirigirse al Secretario general de las Naciones Unidas, quien designará al Presidente del Tribunal arbitral en un nuevo plazo de dos meses. Una vez designado, el Presidente del Tribunal arbitral pedirá a la Parte que no haya nombrado aún a su árbitro que lo haga en un plazo de dos meses. Transcurrido este plazo, se dirigirá al Secretario general de las Naciones Unidas, quién procederá a dicho nombramiento en un nuevo plazo de dos meses.

Artículo 5

1. El Tribunal decidirá de acuerdo con los normas de Derecho internacional y en particular del presente Convenio.

2. Todo arbitral que se constituya de conformidad con el presente anexo establecerá su propio Reglamento.

Artículo 6

1. Las decisiones del Tribunal arbitral, tanto en materia de procedimientos como sobre el fondo, serán adoptadas, por mayoria de sus miembros.

2. El Tribunal podrá adoptar las medidas adecuadas para investigar los hechos. A petición de una de las partes, podrá recomendar medidas cautelares indispensables.

3. Si dos o más Tribunales arbitrales constituidos de conformidad con el presente Anexo recibieran demandas cuyo contenido fuera idéntico o análogo, podrán recurrir a procedimientos para la investigación de los hechos y tener cuenta de ellos en la medida de lo posible.

4. Las Partes en la controversia prestarán las facilidades necesarias para el desarrollo eficaz del procedimiento.

5. La ausencia o no comparecencia de una Parte en la controversia no interrumpirá el procedimiento.

Artículo 7

1. La sentencia del Tribunal arbitral será motivada. Será definitiva y obligatoria para las partes en la controversia.

2. Cualquier controversia que pudiera surgir entre las Partes, relativa a la interpretación o a la ejecución de la sentencia, podrá ser sometida por la parte más diligente al Tribunal arbitral que la haya dictado o, si no es posible dirigirse a este último, a cualquier Tribunal constituido al efecto de la misma manera que el primero.

Artículo 8

La Comunidad Económica Europea, como cualquier otra Parte Contratante del Convenio, podrá actuar como Parte demandante o demandada ante un Tribunal arbitral.